

### Les subsides

En présentant sa motion, le critique financier du Nouveau parti démocratique a déclaré que nous ne devrions pas rétablir la politique du XIX<sup>e</sup> siècle qui consistait à exporter nos ressources non renouvelables comme le poisson, les fourrures et le bois d'œuvre équarri. Je rappelle au député l'une des lois fondamentales de la science économique, celle de la procréation. Je me réjouis de voir que le député est des nôtres aujourd'hui. Arrêtons-nous un instant à la loi de la procréation. Quand deux poissons se rencontrent, ils produisent un autre petit poisson. Le poisson, les fourrures et le bois d'œuvre sont des ressources renouvelables.

Je me reporte maintenant à la motion des néo-démocrates, car certains éléments en sont tout à fait justes. Je cite le *Feuilleton*:

Comme la politique de taux d'intérêt élevés de la Banque du Canada a joué un rôle majeur en portant le chômage et les faillites à des niveaux inacceptablement élevés et en ramenant la confiance des consommateurs et des investisseurs aux niveaux les plus bas jamais vus...

Je suis entièrement d'accord sur cette partie-là.

... la Chambre demande au gouvernement d'exiger que la Banque du Canada diminue ses taux d'intérêt.

Et de présenter de nouveaux programmes.

En somme, on s'en prend dans cette motion à la Banque du Canada. Je demande au député de réexaminer cette motion, car son plaidoyer ne devrait pas s'adresser à la Banque du Canada, mais plutôt au ministre des Finances (M. MacEachen). C'est lui qui est responsable du problème. C'est la solution que le NPD devrait envisager.

Il est indiscutable que les taux d'intérêt doivent être abaissés au Canada. Notre politique des taux d'intérêt doit permettre aux compagnies de s'étendre, sans imposer aux Canadiens les taux actuels extrêmement élevés.

De nombreux députés connaissent des gens qui ont dû renouveler leurs hypothèques et trouver la somme supplémentaire de \$200, \$300 ou \$400 par mois et parfois plus, malgré un budget personnel déjà passablement grevé. Ils sont donc obligés de réaménager leur budget pour trouver l'argent nécessaire au renouvellement de leurs hypothèques. C'est une des raisons fondamentales du ralentissement économique à l'heure actuelle. L'argent que ces gens doivent trouver, il faut qu'ils le prennent ailleurs, qu'ils le prélèvent sur leurs dépenses courantes.

De nombreux Canadiens devront renouveler leurs hypothèques d'ici deux, trois ou quatre mois. Ils commencent à réduire leurs dépenses et à épargner. C'est une des raisons pour lesquelles le secteur du détail dans notre économie s'est beaucoup affaibli. L'argent manque, tout simplement. Il n'y en a pas assez pour absorber les taux élevés d'intérêt et pour acheter les produits ordinaires qu'on voudrait se procurer.

• (1410)

Les petits entrepreneurs connaissent probablement leurs pires difficultés depuis 20, 30 ou 40 ans. Bien des entreprises ne tiennent plus qu'à un fil. Je regrette que le ministre des Finances n'ait pas parlé davantage de son budget, car il y a remplacé le programme d'obligations pour l'expansion des petites entreprises par un programme semblable qui ne s'adresse qu'aux petites entreprises en difficulté. Il a supprimé l'un des soutiens sur lesquels les petites entreprises pouvaient compter pour faire face à des taux d'intérêt exorbitants. Le programme d'obligations de l'an dernier, celui de l'expansion

des petites entreprises, a coûté au gouvernement 150 millions de dollars environ. Le nouveau programme d'obligations—où il n'est plus question d'expansion—ne coûtera que 10 millions de dollars au gouvernement. Les petites entreprises, qui doivent payer des taux d'intérêt énormes, devront absorber ce fardeau supplémentaire.

Nous sommes pris dans un cercle vicieux, et les agriculteurs ainsi que les pêcheurs n'y échappent pas. Beaucoup d'entre eux ont déclaré faillite et l'insuffisance des mesures budgétaires n'a fait qu'augmenter le nombre de faillites depuis deux mois. Notre économie est dans le marasme et les taux d'intérêt élevés d'aujourd'hui aggravent le problème, d'où encore plus de faillites et une économie encore plus faible. Et pourtant, les taux d'intérêt ne baissent pas. Il doit y avoir une raison à cela et j'en parlerai dans quelques minutes.

Le Nouveau parti démocratique a tout à fait raison de dire qu'on peut s'y prendre de deux façons pour combattre l'inflation. D'après les néo-démocrates, une de ces façons est d'étrangler l'économie, et c'est justement ce que le gouvernement fait.

**M. Riis:** Quelle honte!

**M. Wilson:** Il étrangle l'économie et la paralyse complètement en lui soutirant encore plus d'argent par le biais d'augmentations d'impôt incroyables. Le taux d'accroissement des recettes pour l'année financière courante alors que nous sommes en période de récession, est de 31 p. 100, et l'an prochain, les recettes vont augmenter de 50 p. 100. En le faisant on saigne l'économie à blanc. Le gouvernement impose par-dessus le marché une politique de taux d'intérêt élevés.

La deuxième méthode que le Nouveau parti démocratique a mentionnée est l'amélioration de la productivité. Les membres du Nouveau parti démocratique ont raison là-dessus, et je me réjouis qu'ils reconnaissent enfin l'importance de la productivité, parce que ce n'est pas le discours qu'ils ont tenu ces dernières années. Jusqu'à maintenant ils ne comprenaient pas. Après avoir écouté les programmes que prône le critique financier du Nouveau parti démocratique, je ne crois pas que les néo-démocrates sachent comment traduire le terme «productivité» dans la pratique, mais c'est vraiment ce qui libérerait notre pays d'une partie de l'inflation. Il n'y a pas de doute que la productivité est le but à poursuivre, mais la façon dont le NPD s'y prendrait ne donnerait rien.

Les néo-démocrates cherchent un expédient. Ils cherchent la solution de facilité. Ils cherchent la panacée. Cela fait bien mais cela n'existe pas.

Ils avaient déjà parlé—et j'entendais encore le critique financier aux informations ce matin—de leur politique qui consisterait à rabaisser d'un seul coup les taux d'intérêt hypothécaires à 12 p. 100. Ils donneraient un coup de baguette magique, diraient aux banques qu'elles n'ont qu'à financer cela avec leurs superprofits. Il faut absolument, disent-ils, que les taux d'intérêt tombent immédiatement à 12 p. 100. Mais qu'est-ce que ce coût de baguette magique va produire? Que va devenir le marché hypothécaire? Ce marché, les banques n'en ont pas le monopole. Il y a les caisses de crédit, les caisses populaires, les sociétés de fiducie, les caisses de retraite et les sociétés d'assurance. Le marché est très vaste. Le principal agent sur ce marché, ce sont les banques, mais leur part n'en est que de 30 ou 35 p. 100. Que va-t-il arriver, quand elles vont ramener les taux de 17 ou 18 p. 100 à 12 p. 100? Si les autres